

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 février 2018

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Plan Local pour
l'Insertion et l'Emploi - Protocole d'accord
- Renouvellement 2018-2020

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.012

Date de la convocation :
Le 13/02/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 FEV. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOUÏ à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A) a déclaré d'intérêt communautaire l'insertion par l'économie et la création d'un PLIE en 2003. Depuis, celle-ci a mené, au titre de la politique de la ville et du développement économique, des actions spécifiques axées sur deux objectifs :

- (a) Faciliter l'accès à un emploi durable pour les personnes exclues du marché du travail ou risquant de l'être,
- (b) Répondre aux besoins de main d'œuvre des employeurs du territoire.

Sur la période 2013-2014 un diagnostic de territoire a été réalisé par la CASA afin d'établir les bases de son nouveau contrat de ville et de son Projet Territorial de Cohésion Sociale.

A l'issue de ce diagnostic, la CASA a proposé la mise en place d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi afin d'assurer un accompagnement socioprofessionnel aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Ce service s'est structuré sur la base d'un protocole d'accord signé par l'ensemble des partenaires institutionnels : l'Etat, le conseil départemental et la CASA, adopté par délibération n°CC.2015.050 du 15 juin 2015.

Celui-ci fixait les orientations stratégiques pour la période 2015-2017 et déterminait les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre. Ce protocole est arrivé à terme le 31 décembre 2017, il convient de le renouveler pour la période allant de 2018 au 2020.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes du protocole du PLIE, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit protocole ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes du protocole du PLIE, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit protocole ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 février 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis – PLIE CASA

Protocole d'accord 2018-2020

Entre :

- L'Etat
- La Région Provence Alpes Côte d'Azur
- Le Département des Alpes Maritimes
- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Sommaire

LES ELEMENTS DE REALISATION DU PLIE.....	3
Le public.....	3
Les prescripteurs.....	3
L'accompagnement.....	3
Les freins à l'emploi	4
Les sorties.....	4
Des souhaits partagés	5
PROTOCOLE D'ACCORD	6
Les cosignataires.....	6
Visas.....	7
Préambule.....	9
Article 1 : Objet du protocole d'accord.....	9
Article 2 : Le territoire d'intervention	9
Article 3 : Le Public.....	10
Article 4 : Les axes stratégiques.....	11
Organiser des parcours individualisés, renforcés et adaptés.....	11
Assurer le montage de projets nécessaires à la réussite des parcours	12
Mobiliser les acteurs économiques.....	12
Article 5 : Les objectifs quantitatifs	12
Les critères de validation de sortie du PLIE.....	Erreur ! Signet non défini.
Les autres types de sortie	Erreur ! Signet non défini.
Article 6 : Le Pilotage et l'organisation.....	Erreur ! Signet non défini.
Comité de pilotage	Erreur ! Signet non défini.
Comité technique	Erreur ! Signet non défini.
Service d'animation et de gestion.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 7 : L'évaluation	Erreur ! Signet non défini.
Article 8 : La durée du protocole et la période de révision	Erreur ! Signet non défini.
Article 9 : Les engagements financiers.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 10 : La communication.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 11 : Modification et résiliation	Erreur ! Signet non défini.
Article 12 : Les cosignataires.....	Erreur ! Signet non défini.

LES ELEMENTS DE REALISATION DU PLIE

Créé en juillet 2015, le PLIE de la CASA a accueilli ses premiers bénéficiaires à compter du mois de septembre 2015. Nous pouvons donc d'ores et déjà réaliser une évaluation de l'impact du PLIE sur ces deux années d'existence.

Le public

Entre le 1^{er} septembre 2015 et le 31 août 2016 nous avons intégré 452 personnes (le protocole précédent fixait à 600 le nombre de participants à accompagner pour la période 2015-2017) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- ♦ Une majorité de femmes (54% des bénéficiaires)
- ♦ Un public majoritairement peu qualifié (67% des bénéficiaires ont un niveau V ou infra)
- ♦ 70% de notre public est allocataire du RSA au moment de son intégration dans le dispositif
- ♦ Près de 55% des participants ont entre 26 et 44 ans et 40% ont 45 ans et plus

A noter : 57% des personnes qui ont intégré le dispositif ont été orientées par le Conseil départemental (27% sont orientées par le Pôle Emploi)

Les prescripteurs

- ♦ 1 236 personnes ont été orientées sur le PLIE
- ♦ 56% de ces personnes étaient orientées par le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes et 30% par Pôle Emploi (cette répartition des orientations est en évolution, en effet lors de la première année d'exercice du PLIE 65% des orientations provenaient du Conseil Départemental et 25% de Pôle Emploi)
- ♦ Les autres prescripteurs sont : des partenaires emploi du Programme départemental d'insertion comme CAP Entreprise ou Flash Emploi (17 personnes), les mairies des communes ou des services de la CASA (16 personnes), les CCAS (11 personnes), les Maisons des Solidarités Départementales (9 personnes), la Mission Locale (6 personnes), le SPIP (6 personnes)
- ♦ 8% des personnes se sont présentées de façon spontanée (8,4%)

L'accompagnement

Il est à noter que le parcours est défini comme l'itinéraire de la personne ; il est composé d'étapes opportunes pour atteindre l'objectif de sortie positive du PLIE (mise à l'emploi, création d'activité, formation qualifiante).

- ♦ 2 037 étapes de parcours ont été mobilisées (soit en moyenne 4,5 étapes par personne accompagnée) ; les étapes les plus utilisées sont les étapes de recherche d'emploi et de travail sur le projet professionnel

- ♦ La durée moyenne de parcours est de 10,15 mois (cette durée peu élevée est étroitement liée à la jeunesse du dispositif, elle ne reflète pas réellement les durées moyennes de parcours qui existent généralement dans les PLIE) – Concernant les sorties positives, la durée moyenne de parcours est de 12,68 mois
- ♦ 331 contrats de travail ont été signés par des bénéficiaires du PLIE (tous types de contrats confondus), ils ont concerné 240 personnes (et 34 personnes dans les structures de l'insertion par l'activité économique)
- ♦ Les souhaits de secteurs d'activité les plus souvent exprimés par les participants et validés par les référents sont : les services à la personne et à la collectivité (24% des souhaits métiers validés), le commerce - vente - grande distribution (16%), les supports à l'entreprise (14%) et l'hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation (14%)

Les freins à l'emploi

L'accompagnement du PLIE concourt à la levée des freins et au retour à l'emploi de ses participants.

Les freins les plus souvent évoqués par les participants et/ou identifiés par les référents sont liés :

- ♦ A l'expérience professionnelle (38%) : longue interruption de travail, manque de projet précis, petite expérience professionnelle, absence totale d'expérience professionnelle, manque de motivation
- ♦ A la formation (31%) : absence de qualification dans le métier souhaité, absence de diplôme, faible niveau de qualification, besoin de remobilisation, manque de maîtrise de la langue

Au cours de ses deux années d'existence, le PLIE de la CASA a également réalisé une analyse des besoins de ses participants. Nous avons ainsi structuré et développé une offre d'actions internes et externes permettant de proposer des outils adaptés aux freins de nos participants.

Les sorties

- ♦ 143 personnes sont sorties du dispositif entre le 1er juillet 2015 et le 31 août 2017, 44 d'entre elles étaient des sorties positives (soit un taux de sortie positive de 31%)
- ♦ 84% de ces sorties positives sont des sorties à l'emploi (les 16% restants sont des sorties pour création d'entreprise ou formation)
- ♦ Concernant les 37 sorties à l'emploi 20 d'entre elles étaient consécutives à la signature d'un CDI (soit 54% des contrats signés)

Des souhaits partagés

Les partenaires du PLIE CASA s'accordent à reconnaître l'utilité de développer la relation entreprise au sein du PLIE afin d'intervenir sur les questions suivantes :

- ♦ Collecter régulièrement des offres d'emploi adaptées au profil de nos participants
- ♦ Optimiser le placement à l'emploi en vérifiant l'adéquation du profil du participant avec les besoins en main d'œuvre de l'entreprise
- ♦ Participer au développement des compétences des bénéficiaires du PLIE en fonction des besoins des entreprises
- ♦ Anticiper les besoins de main d'œuvre
- ♦ Réduire le taux de rupture de contrats pendant la période d'essai et assurer le suivi en emploi

C'est pourquoi le PLIE de la CASA va accroître son équipe en 2018 en recrutant un.e chargé.e de relation entreprise qui viendra en soutien de la personne actuellement en poste

PROTOCOLE D'ACCORD

Les cosignataires

Entre les soussignés :

L'ETAT

Représenté par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes

LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional en vertu de la délibération n°XXX de l'Assemblée Plénière du XXXXXX

LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental en vertu de la délibération de la Commission Permanente du XXXXXX

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS

Représentée par Monsieur le Président de la CASA

Les cosignataires s'engagent conjointement dans la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA (PLIE) pour la période comprise entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2020

Visas

Vu la loi d'orientation n°98-659 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu l'article L5131-2 du Code du travail ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil,

Vu le Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du conseil,

Vu le Règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds Social Européen de développement régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de Cohésion, au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds Européen de Développement Régional, au Fonds Social Européen, au Fonds de cohésion, au Fonds Européen pour les affaires maritimes et le pêche,

Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

Vu la Circulaire n°5210/SG du Premier Ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2014-2020 ;

Vu la Circulaire DGEFP n° 99/40 du 21 décembre 1999 du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité relative au développement des Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi ;

Vu le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole 2014-2020 adopté par la Commission Européenne par décision C(2014) du 10 octobre 2014

Vu les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et support de gestion y afférent et à venir,

Vu la délibération n°28/03 du 24 novembre 2003 par laquelle la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis considère l'insertion par l'économie et la création d'un PLIE d'intérêt communautaire ;

Vu la convention du 23 juin 2016 relative au dispositif départemental d'orientation et d'accompagnement

Vu la délibération.....du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur approuvant les termes du Protocole d'Accord 2017 de mise en œuvre du PLIE de la CASA ;

Vu la délibération.....du Conseil départemental des Alpes Maritimes approuvant les termes du Protocole d'Accord 2017 de mise en œuvre du PLIE de la CASA ;

Vu la délibération n°..... par laquelle la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis approuve les termes et la signature d'un Protocole d'accord du PLIE de la CASA pour la période 2018-2020 ;

Il est convenu ce qui suit,

Préambule

Face à la nécessité de mettre en place un accompagnement renforcé et individualisé pour les demandeurs d'emploi de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

Compte tenu des résultats obtenus par le PLIE de la CASA sur la période 2015-2017,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis décide de proposer un nouveau Protocole d'Accord pour la période 2018-2020 en adaptant les moyens d'actions au plan de financement de cette nouvelle programmation.

Le dispositif du PLIE va permettre :

- ♦ D'accroître le nombre de personnes éloignées de l'emploi accompagnées, dans le cadre d'un parcours intégré d'accès à l'emploi, et d'améliorer la couverture de l'offre d'insertion sur le territoire de la CASA ;
- ♦ De renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant davantage en compte la relation avec les employeurs, en favorisant la mise en situation professionnelle et en activant si nécessaire l'offre de formation ;
- ♦ De coordonner et d'animer l'offre d'insertion du territoire pour favoriser l'accès à un emploi durable.

Article 1 : Objet du protocole d'accord

Le présent protocole d'accord est l'acte fondateur et le cadre de référence du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis. Il formalise les objectifs locaux quantitatifs et qualitatifs évaluable du PLIE.

Il définit le territoire d'intervention ainsi que le public ciblé par les actions programmées, détermine les différentes missions et axes stratégiques du plan, fixe les objectifs qualitatifs et quantitatifs d'accompagnement, décrit les modalités organisationnelles et financières du dispositif.

Article 2 : Le territoire d'intervention

Le territoire d'intervention du PLIE de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis couvre les vingt-quatre communes de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, à savoir : Antibes Juan Les Pins, Le Bar sur Loup, Bézaudun les Alpes, Biot, Bouyon, Caussols, Châteauneuf, Capières, La Colle sur Loup, Conségudes, Courmes, Coursegoules, Les Ferres, Gourdon, Gréolières, Opio, Le Rouret, Roquefort les Pins, La Roque en Provence, Saint Paul de Vence, Tournettes sur Loup, Valbonne Sophia Antipolis, Vallauris Golfe-Juan, Villeneuve Loubet.

Article 3 : Le Public

Sont prioritairement éligibles à l'accompagnement du PLIE les **publics allocataires des minima sociaux**, les **demandeurs d'emploi de longue durée** et les **demandeurs d'emploi ayant besoin d'un accompagnement renforcé individualisé** du fait de l'existence dans leurs démarches d'un ou plusieurs freins périphériques à l'emploi (problème de mobilité, isolement, très bas niveau de qualification...).

Définition des publics cibles

Pour pouvoir intégrer le dispositif, le public devra répondre à des critères d'éligibilité tels que :

- Etre domicilié dans une des communes de la CASA.
- Etre âgé de plus de 26 ans
- Etre en démarche active de recherche d'emploi
- Etre dans une des situations administratives suivantes : allocataire des minima sociaux (RSA soumis aux droits et devoirs, ASS), demandeur d'emploi de longue durée et de très longue durée mais également demandeurs d'emploi présentant des risques d'exclusion à terme (dans une logique de prévention du chômage de longue durée).
- Avoir besoin d'un accompagnement adapté pour surmonter des freins périphériques à l'emploi (tels que : manque d'autonomie dans ses recherches, faible qualification, manque d'expérience professionnelle, problèmes de mobilité...).
- Etre apte et volontaire pour s'engager dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle (ce qui suppose que les freins les plus lourds - tels que des problèmes de santé importants ou la non maîtrise orale de la langue française- aient été levés avant l'entrée dans le PLIE)

Par ailleurs une attention particulière sera portée :

- aux personnes résidant dans les quartiers cœur de cible de la Politique de la Ville, aux seniors, aux familles monoparentales et aux personnes victimes de discrimination.
- Aux personnes travaillant à temps partiel très réduit pour autant qu'elles soient disponibles pour un accompagnement
- Aux personnes disposant d'une Reconnaissance Qualité Travailleur Handicapé avec restriction légère
- Au public de niveau de qualification inférieur ou égal au niveau V

Chaque année le comité de pilotage du PLIE pourra préciser, si besoin, les orientations en termes de public ciblé, au regard notamment des objectifs spécifiques de chaque signataire.

L'équipe du PLIE veillera de plus au respect de l'égalité d'accès au PLIE entre les hommes et les femmes et garantira le principe de non-discrimination.

Repérage et orientation des publics

Le repérage du public sera réalisé par les structures suivantes : Pôle emploi, Conseil départemental des Alpes-Maritimes, collectivités locales, associations, candidatures spontanées...

Le public repéré par les différents partenaires, correspondant aux critères et prêts à adhérer à un parcours PLIE sera orienté vers les référents du PLIE CASA.

Au cours des premiers entretiens, les référents du PLIE CASA auront pour mission de réaliser un diagnostic de situation prenant en compte la globalité de la situation de la personne qui validera (ou non) l'intégration dans le dispositif. Les publics ne pouvant intégrer un parcours actif suite à ce diagnostic feront l'objet d'une proposition de réorientation vers un dispositif ou une mesure mieux adaptés. Elle sera formalisée à partir d'une fiche de préconisation.

Les publics du PLIE bénéficient d'un accompagnement individualisé et renforcé réalisé par un référent et accèdent à un parcours de retour à l'emploi.

Article 4 : Les axes stratégiques

Le PLIE de la CASA concourt à l'amélioration de l'accès à l'emploi des personnes confrontées à une exclusion du marché de l'emploi en mettant en œuvre des parcours individualisés visant l'insertion sociale et professionnelle pérenne et en organisant le partenariat local. Ces objectifs s'articulent autour des fonctions principales d'un PLIE qui sont :

Organiser des parcours individualisés, renforcés et adaptés d'insertion professionnelle vers l'emploi.

Ces parcours peuvent se décomposer de la façon suivante :

- ♦ Suivi individuel assuré par l'équipe de référents
- ♦ Réalisation d'un diagnostic précis de la situation de chaque participant et de l'étendue de ses freins à l'emploi
- ♦ Elaboration et mise en œuvre de plans d'actions personnalisés
- ♦ Aide à l'élaboration ou à la validation d'un projet professionnel
- ♦ Participation à des ateliers permettant la levée de freins périphériques aux démarches actives
- ♦ Expériences d'emploi de parcours
- ♦ Mobilisation des outils du droit commun intervenant dans le domaine de la préparation à l'emploi, de l'insertion par l'activité économique et de la formation
- ♦ Aide à la recherche d'emploi
- ♦ Suivi en emploi durant les 6 premiers mois

Assurer le montage de projets nécessaires à la réussite des parcours

La CASA propose sur son territoire un éventail d'initiatives dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle. Il convient de soutenir, de renforcer et de coordonner ces structures et leurs actions.

La mise en place d'un PLIE permettra, entre autres de :

- ♦ Soutenir la fonction d'accompagnement socio-professionnel des Structures de l'Insertion par l'Activité Economique
- ♦ Mutualiser les différentes initiatives et les liaisons partenariales menées par les structures (addiction, problèmes psychologiques...)
- ♦ Apporter un soutien technique et financier au montage de nouvelles actions ou de nouveaux outils d'insertion en fonction des besoins des publics et des potentialités du marché de l'emploi
- ♦ Participer à la professionnalisation des différents acteurs sur le champ de l'insertion
- ♦ Développer la synergie et la mutualisation des outils, des projets et des bonnes pratiques à l'échelle du territoire

Mobiliser les acteurs économiques

- ♦ Développer les possibilités offertes par le code des marchés publics (notamment les articles relatifs aux clauses d'insertion)
- ♦ Tisser un partenariat durable avec les entreprises, les partenaires sociaux et les acteurs de l'emploi et de l'insertion pour accroître les collaborations avec les entreprises (évaluation en milieu de travail, ateliers découverte des métiers, emplois...)
- ♦ Anticiper les besoins de main d'œuvre du territoire
- ♦ Proposer des actions de sensibilisation à certains secteurs d'activités dits en tension

D'autre part, le PLIE devra mettre en place, de façon transversale, des modalités d'intervention contribuant à l'égalité des chances, à l'égalité Hommes/Femmes et à la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Chaque année le comité de pilotage pourra préciser ou définir des orientations complémentaires.

Article 5 : Les objectifs quantitatifs

Compte-tenu des résultats obtenus lors du précédent protocole et du contexte socio-économique de la CASA, sont retenus les objectifs suivants :

- Accompagner 750 personnes sur la durée du protocole dont à minima 480 allocataires du RSA

- Conduire à l'emploi durable ou à une formation qualifiante et/ou diplômante 50% du public accompagné et arrivé au terme du parcours d'insertion (déclinés de la façon suivante : 42% en emploi stable et durable ou en activité non salariée (création d'entreprise) , 8% en formation qualifiante)
- Permettre à au moins 40% des participants d'acquérir une expérience professionnelle par la signature d'un contrat de travail (CDD court, intérim, saisonnier, extra ...) en cours d'accompagnement
- Veiller à intégrer les publics issus des quartiers cœur de cible et organiser une veille active de la politique de la ville

Chaque année le comité de pilotage du PLIE pourra ajuster les objectifs quantitatifs spécifiques concernant la typologie des participants.

Les critères de validation de sortie du PLIE

Sont considérés comme sortie positive les situations administratives suivantes :

- CDI ou CDD de 6 mois révolus et supérieur ou égal à un mi-temps (hors contrats aidés du secteur non marchand et hors IAE)
- Maintien d'une activité professionnelle rémunérée régulière d'une durée cumulée supérieure ou égale à 910 heures sur une période maximale de 9 mois (Entreprise de Travail Temporaire, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, Contrat Saisonnier, CDD Multi-Employeurs, ...)
- Contrat de professionnalisation après plus de 6 mois en continu
- Formation qualifiante ou diplômante dans la limite de 8% des sorties :
 - ↳ Obtention d'une qualification (diplôme ou titre professionnel inscrit au répertoire national des certifications professionnelles – RNCP)
 - ↳ Maintien durant 6 mois minimum dans une formation de longue durée permettant d'accéder à une qualification (inscrit au RNCP)
- Création ou reprise d'activité, consolidée au-delà de 6 mois d'activité, avec un accompagnement par un opérateur spécialisé dans l'aide à la création d'entreprise

Une commission ad hoc statuera dans le cadre des sorties positives dites « atypiques » ou sorties positives dynamiques :

- Emploi à temps partiel inférieur à 17h30 hebdomadaires d'une durée au moins égale à 6 mois pour un participant ne souhaitant plus être accompagné par le PLIE et renonçant au RSA
- Contrat d'une durée au moins égale à 12 mois en entreprise d'insertion
- Contrat aidé d'une durée au moins égale à 12 mois

Les autres types de sortie

- Rupture/abandon : à l'initiative du PLIE (non-respect de l'engagement, absence à RDV) ou du participant

- Administratives : maladie/maternité longue durée ; décès ; déménagement hors du territoire d'intervention du PLIE ; départ en retraite ; incarcération ; accès à un autre dispositif non compatible avec l'accompagnement PLIE ; réorientation (au-delà des 2 ans de parcours, les publics qui ne sont pas dans une dynamique vers l'emploi sont réorientés vers un autre dispositif)

Article 6 : Le Pilotage et l'organisation

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est en charge du portage et de la maîtrise d'ouvrage du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA

Les instances décisionnelles sont les suivantes :

Comité de pilotage

Il assure le pilotage politique et stratégique. Il est présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ou son représentant.

Il est composé :

- ♦ Du Président de l'EPCI ou son représentant
- ♦ Du Préfet ou son représentant assisté de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Communication, du Travail et de l'Emploi Provence Alpes Côte d'Azur
- ♦ Du Président du Conseil Régional PACA ou de son représentant
- ♦ Du Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes ou de son représentant
- ♦ De la Direction Territoriale de Pôle Emploi ou de son représentant
- ♦ Les représentants du monde économique
- ♦ De la Direction du PLIE

Il se réunit au moins une fois par an. Il a pour fonction principale de :

- ♦ Fixer les orientations stratégiques du PLIE inscrites dans son protocole d'accord, dans le cadre de la programmation
- ♦ Valider le plan d'action et les objectifs annuels
- ♦ Valider le plan de financement annuel
- ♦ Analyser les résultats du PLIE au regard des objectifs fixés dans le protocole
- ♦ Veiller à la bonne coordination des interventions des différents partenaires sur le territoire et à la cohérence des interventions pour le public visé
- ♦ Veiller au respect et à l'évaluation du protocole
- ♦ Valider le rapport d'activité annuel

Le Comité de Pilotage se réunit à minima une fois par an.

Comité technique

Il facilite l'action de l'équipe opérationnelle du PLIE, en permettant, entre autres, la mise en cohérence des mesures de droit commun. Il rend compte systématiquement de ses travaux au Comité de pilotage et n'a aucune responsabilité en termes d'engagement et de réalisation financière. Il est composé des techniciens des collectivités signataires du présent protocole mais aussi de techniciens de collectivités intervenant dans les politiques publiques de l'emploi et de la lutte contre les exclusions. Il a pour fonction principale de :

- ♦ Mettre en œuvre les orientations stratégiques du PLIE au niveau de son territoire
- ♦ Proposer et valider les diagnostics nécessaires à la définition des besoins des participants
- ♦ Proposer des choix et des objectifs qui seront soumis au Comité de Pilotage
- ♦ Emettre un avis technique sur les opérations correspondant aux orientations du Comité de Pilotage
- ♦ Veiller à la mise en place et à la mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation des parcours et en assurer un suivi technique
- ♦ Suivre et évaluer les opérations réalisées

Service d'animation et de gestion

Il est porté par la CASA au sein de sa direction de la Cohésion Sociale, et coordonné par délégation de la Vice-Présidente en charge de la Politique de la Ville, sous l'autorité fonctionnelle du Comité de Pilotage

Il assure les missions suivantes :

- ♦ Assurer l'animation globale du dispositif, le suivi administratif ainsi que l'articulation des moyens financiers, logistiques et humains du dispositif
- ♦ Coordonner et animer l'équipe des référents
- ♦ Animer le réseau des partenaires
- ♦ Rendre compte aux élus, cofinanceurs et partenaires

Article 7 : L'évaluation

Chaque année un bilan quantitatif, qualitatif et financier des actions engagées sera réalisé. Ce bilan devra prendre en compte notamment l'avis des participants. Cette évaluation permettra un jugement objectif et fiable sur la stratégie générale adoptée et les ajustements à apporter notamment en termes de public cible ou d'opérations à développer.

Outre cette évaluation en continu action par action, le PLIE établira des modalités d'évaluation globale à mi-parcours du présent protocole et à son issue.

Parmi les critères d'évaluation retenus, seront présentés :

- Les éléments quantitatifs
 - ♦ Le nombre de sorties positives (permet d'évaluer la capacité du PLIE à positionner les participants sur des emplois stables et durables ou sur des formations qualifiantes)

- ♦ Le nombre d'emplois de parcours
- Les éléments qualitatifs
 - ♦ La typologie des publics orientés et intégrés
 - ♦ Le rythme des actions réalisées
 - ♦ La mise en réseau des différents acteurs de l'emploi et de l'insertion
 - ♦ La contribution du PLIE à la réduction des freins à l'emploi

Article 8 : La durée du protocole et la période de révision

La durée du Protocole d'accord est fixée sur la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020. A la demande du Comité de Pilotage et de ses partenaires, il peut être révisé annuellement par procédures d'avenants.

Article 9 : Les engagements financiers

Les signataires du présent protocole s'engagent à mobiliser les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés, sous réserve des évaluations annuelles, ainsi que du vote des crédits correspondants par les instances décisionnaires.

Chaque année ils attestent du montant de leurs financements respectifs qui permettront d'assurer les contreparties publiques nationales du Fonds Social Européen.

Les montants de participation de chaque signataire seront définis annuellement au regard de la programmation validée en comité de pilotage et sous réserve du vote chaque année de leurs instances décisionnelles et des disponibilités budgétaires.

Le PLIE se réserve le droit de solliciter tous financements complémentaires auxquels il aura l'opportunité de faire appel en fonction de sa programmation d'actions.

Article 10 : La communication

Conformément à l'obligation de publicité dans le cadre de la mobilisation de fonds communautaires, le PLIE informera systématiquement à l'aide de supports définis, les partenaires et les participants de l'intervention du Fonds Social Européen (FSE) dans la mise en œuvre du dispositif.

D'autre part un plan de communication précis sera établi en direction :

- ♦ Des structures du territoire chargées d'accueillir des publics en difficultés d'insertion professionnelle afin de faciliter les orientations
- ♦ Des partenaires économiques afin de mieux faire connaître le service et les suivis dans l'emploi des candidats

Enfin, le PLIE s'attachera à rendre compte de son action par une communication régulière simple et opérationnelle sur des données telles que le nombre de personnes suivies par commune, la nature des étapes mobilisées, les résultats en matière d'emploi...

Article 11 : Modification et résiliation

Le présent Protocole d'accord pourra être modifié par voie d'avenant, préalablement approuvé par les différentes instances délibérantes de chaque cosignataire, sous réserve de ne pas entraîner de modification substantielle ayant pour effet de bouleverser l'économie du Protocole d'accord. Le cas échéant, un nouveau Protocole d'accord sera conclu.

Par ailleurs, le présent Protocole d'accord pourra être résilié par l'une des parties pour motif d'intérêt général.

Enfin dans le cas où tout texte législatif ou réglementaire entrerait en vigueur pendant la durée d'application du présent protocole d'accord, et qu'il conduirait à modifier le champ d'intervention ou à supprimer la compétence d'un des partenaires en matière de Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, alors le Protocole sera caduc. Un nouveau Protocole d'Accord conforme à la nouvelle législation en vigueur devra alors être conclu entre les partenaires disposant de la faculté d'intervenir dans le cadre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Article 12 : Les cosignataires

Fait à Sophia Antipolis en Exemplaires, le

Pour l'Etat

Le Préfet du Département des Alpes Maritimes

Monsieur Georges-François LECLERC

Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur

Le Président du Conseil Régional

Monsieur Renaud MUSELIER

Pour le Département des Alpes Maritimes

Le Président du Conseil Départemental

Monsieur Charles-Ange GINESY

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Le Président de la CASA

Monsieur Jean LEONNETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/02/2018
Numéro : CC_2018_012
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole d'accord - Renouvellement 2018-2020
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : IHWnSk6

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC_2018_012-DE

Acte reçu

Date : 19/02/2018
Numéro interne : CC_2018_012
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole d'accord - Renouvellement 2018-2020
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180219-CC_2018_012-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_012-DE-1-1_2.PDF

N